

Le "scrutin de voleurs" étendu à Paris et dans la Seine

Tel est le projet étudié par le gouvernement pour les « municipales »

Le gouvernement, qui dispose encore (en vertu de l'article 92 de la Constitution) des « pouvoirs illimités » jusqu'au 5 février, a, dit-on, averti tous ses ministres d'avoir à présenter d'urgence les divers projets qui pourraient être « exécutés » grâce à des ordonnances. Cela promet pour les jours qui viennent une nouvelle et abondante fournée de décisions dont il n'y a rien de bon à attendre.

Mais la préoccupation principale du gouvernement reste la loi électorale pour les prochaines « municipales ». C'est cette loi qui fear l'objet des décisions du Conseil de mercredi prochain.

Ainsi que « l'Humanité » l'a annoncé, le gouvernement se prépare à étendre à la plupart des villes le scrutin majoritaire, afin d'éliminer, par un truquage digne de celui de novembre, les élus de la classe ouvrière, les élus communistes.

Quatre projets, précise-t-on officieusement, sont étudiés par les ministres qui veulent examiner dans quelles conditions les meilleures pourra jouer leur truquage :

■ Scrutin majoritaire partout, y compris à Paris.

■ Scrutin majoritaire jusqu'à 100.000 et même 150.000 habitants (dans le premier cas il ne resterait que 25 villes où jouerait la proportionnelle, et 10 villes seulement dans le second).

■ Scrutin majoritaire jusqu'à 75.000 habitants.

■ Scrutin majoritaire jusqu'à 30.000 habitants.

Pour Paris, le découpage serait celui des législatives : 31 circonscriptions (au lieu

des neuf anciens secteurs). Les 90 conseillers de la capitale seraient élus au Conseil majoritaire.

Le même mode de scrutin serait alors appliqué pour les communes de la Seine (avec le « plafond » fixé).

Après l'UNR, les « indépendants », à leur tour, viennent de confirmer que leur souhait est de voir le scrutin majoritaire appliqué partout « même dans les grandes villes ».

UNR et indépendant, inutile de le préciser, disposent de la plus large majorité à usein du gouvernement. On peut donc s'attendre à ce que le « plafond » choisi en définitive soit le plus haut possible.

Socialistes et radicaux ne cachent pas leur mécontentement car ils viennent de s'apercevoir (les journaux gaullistes n'en font nul mystère) que l'objectif de la réaction est également de s'emparer des municipalités socialistes et radicales.

Face à l'offensive de toute la réaction, il n'est vraiment, pour les démocrates, qu'un seul moyen, c'est de s'unir pour faire des municipalités des « citadelles républicaines ».